

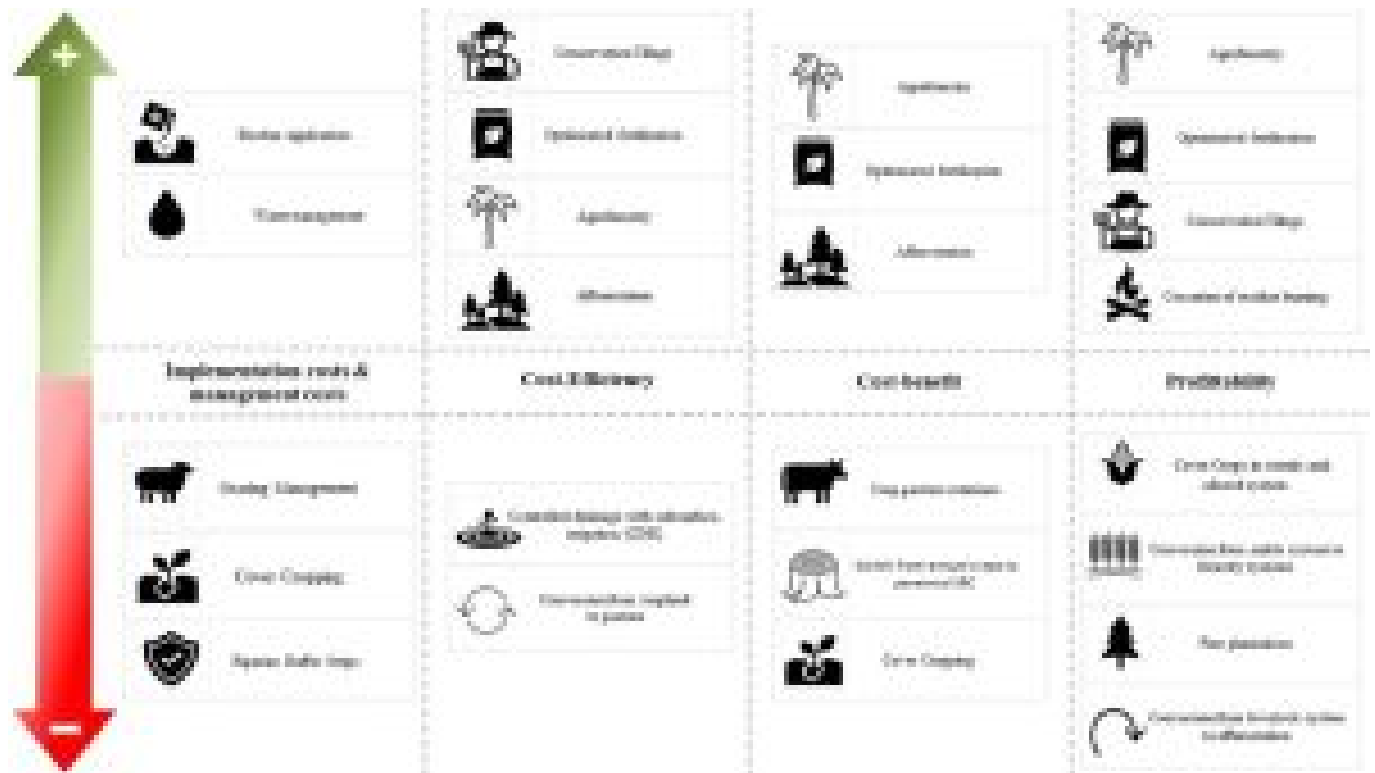
Soutenabilité économique de l'agriculture bas-carbone et efficacité des mesures de soutien

22 septembre 2026

Les pratiques agricoles bas-carbone ont surtout été évaluées pour leur contribution à l'atténuation du changement climatique (voir un [précédent billet](#)), mais leurs coûts et leur rentabilité pour les agriculteurs restent moins étudiés. Des chercheurs de l'université de Palerme ont réalisé une synthèse des études sur le sujet, dans un article publié en juin 2026 dans *Ecosystem Services*.

46 études ont été retenues à l'issue d'une revue de littérature en sciences économiques. Elles concernent 19 pays, principalement les États-Unis (9 études), l'Australie (6), l'Inde (6), l'Espagne (4) et la Chine (3). Elles portent sur différentes pratiques : couverts d'interculture, travail du sol simplifié, agroforesterie, etc. Elles sont comparées sur cinq aspects. Quatre correspondent à des critères économiques (figure) : coûts d'investissement et de gestion par les agriculteurs ; efficacité environnementale (ratio entre coûts et réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)) ; analyse coûts-bénéfices du projet ; rentabilité économique pour l'agriculteur (impact sur les revenus). La dernière dimension concerne le rôle des incitations publiques et des marchés du carbone dans l'adoption des pratiques.

Performances des pratiques d'agriculture bas-carbone selon les indicateurs économiques



Source : *Ecosystem Services*

Lecture : ce schéma résume le positionnement des pratiques d'agriculture bas-carbone pour chaque dimension économique étudiée. Le cas échéant, les études considérées incluent les subventions ou les crédits carbone dans le calcul des indicateurs économiques. Par exemple, les projets d'agroforesterie présentent un intérêt à la fois pour leur efficacité environnementale, le rapport entre les coûts et les bénéfices, et la rentabilité pour l'agriculteur. Quand ils sont financés par des crédits carbone, leur rentabilité peut atteindre celle des monocultures de céréales. À l'inverse, les cultures intermédiaires présentent des coûts élevés (semences, gestion de la biomasse, application de glyphosate), qui dépassent parfois le rendement économique net médian des cultures principales comme le maïs ou le soja.

Les auteurs insistent sur l'hétérogénéité des résultats, qui dépendent notamment du territoire concerné, des caractéristiques socio-économiques des fermes et de l'existence de dispositifs de soutien. En général, les pratiques à faible niveau d'investissement, comme l'optimisation de la fertilisation, le travail du sol simplifié et la gestion des effluents d'élevage, permettent de diminuer les émissions de GES ou de stocker du carbone à faible coût. Les pratiques qui réclament des transformations plus importantes (conversion des terres arables en pâturage, etc.), nécessitent souvent un soutien de long terme pour apporter des bénéfices économiques.

Les auteurs soulignent l'importance des instruments fiscaux et de marché pour favoriser les pratiques d'agriculture bas-carbone. En zone méditerranéenne, combiner différentes incitations économiques – subventions de la politique agricole commune, valorisation du carbone séquestré, primes pour la production de biocarburants – pourrait rendre l'utilisation de biochar (amendement issu de la carbonisation de biomasse et stockant du carbone) viable sur des terres peu productives. Par ailleurs, la taxation des émissions de carbone, associée ou non à des paiements pour la séquestration, pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30 % à 36 %, tout en maintenant les niveaux de production et de revenus (deux cas d'étude en Australie et en Norvège). En conclusion, les auteurs recommandent de

concevoir des dispositifs adaptés au contexte, dont le niveau de soutien peut être modulé, et de maintenir des règles d'accès stables sur le long terme, afin de limiter l'incertitude sur les politiques et les prix du carbone.

Mathilde Lagrola, Centre d'études et de prospective

Source : [*Ecosystem Services*](#)